Commune de Genolier

Au Conseil communal de Genolier

Genolier, le 1er novembre 2016

PREAVIS Nº 09/2016
relatif à la détermination du Plafond d'endettement et de cautionnement pour la législature 2016-2021

Délégués municipaux

Jean Zucchello, municipal
Florence Rattaz, syndique

Commission chargée de l'étude de ce Préavis

Commission des finances

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

1 – Préambule

Depuis 1956, les communes avaient l'obligation d'obtenir auprès du département en charge des communes, une approbation pour chaque emprunt et cautionnement qu'elles souhaitaient contracter auprès de divers bailleurs de fonds. Cette solution, avec les années, était devenue toujours plus lourde. En effet :

- elle introduisait un contrôle éventuel en opportunité de la part de l'Etat mais sans préciser les critères applicables et leur portée ;
- elle ne pouvait pas garantir un suivi efficace des situations financières communales au vu du volume croissant des emprunts. Ainsi, les autorisations octroyées par l'Etat l'étaient sur la base du respect des procédures uniquement et ne préjugeaient pas de la capacité financière de la commune à assumer les charges de ses emprunts.

Dans le but de simplifier cette procédure et de limiter le contrôle de l'Etat à la légalité, le Grand Conseil a accepté en mai 2005, dans le cadre de la révision de la loi sur les communes, de supprimer les autorisations d'emprunts et de cautionnements pour introduire la notion de "plafond d'endettement".

2 – Création du plafond d'endettement

2.1 - Objectifs :

- respecter les dispositions légales de la nouvelle Constitution vaudoise (art. 139 et 140 Cst-VD) ;
- garantir aux autorités communales un outil efficace permettant un meilleur suivi de la gestion des finances communales ;
- réagir et profiter plus rapidement des conditions du marché des capitaux, au vu de la diminution des autorisations légales à obtenir ;
- simplifier et diminuer la charge de travail administrative ;
- limiter les risques financiers des communes liés à l'octroi des cautionnements.

D'une manière générale, le plafond des emprunts est déterminé en fonction des investissements actuels et des besoins futurs d'investissements communaux corrélés à l'autofinancement et à la fortune nette communale actuelle et planifiée.

2.2 - Bases légales

Loi sur les communes (LC) du 28.02.1956, état au 01.01.2016

> *Art. 143 Emprunts*
> *Au début de chaque législature, les communes déterminent dans le cadre de la politique des emprunts un plafond d'endettement. Elles en informent le département en charge des relations avec les communes qui en prend acte.*
> *Lors que le plafond d'endettement est modifiée en cours de législature, il fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Conseil d'Etat qui examine la situation financière de la commune.*
> *Une décision d'interdiction d'augmenter le plafond d'endettement peut être prise par le Conseil d'Etat dans le cas où la nouvelle limite de plafond met en péril l'équilibre financier de la commune.*
> *Le Conseil d'Etat fixe par règlement les modalités d'examen de la situation financière des communes.*
> *Les cautionnements ou autres formes de garanties sont soumis aux mêmes règles d'application que les emprunts.*

Règlement sur la comptabilité des communes (RCCom) du 14.12.1976, état au 01.01.2016

> *Art. 22a – Réactualisation du plafond d'endettement*
> *Toute demande de modification de plafond d'endettement d'une commune fait l'objet d'un examen approfondi de la situation financière de cette dernière par le Conseil d'Etat.*
> *Dans son examen, celui-ci se fonde sur :*
> *- le budget et les comptes annuels de la commune concernée,*
> *- une planification financière.*
> *La situation financière de la commune est analysée sur la base d'indicateurs et de ratios de gestion d'analyse financière validés par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales.*

2.3 - Durée et modalités

Un plafond d'endettement pour les emprunts ainsi que les cautionnements doit être adopté par le Conseil communal dans le courant des 6 premiers mois de chaque législature. Il sera valable pour cette durée.

Dans cette limite, la commune peut gérer en toute autonomie les emprunts et/ou cautionnements sans qu'une autorisation préfectorale, ni départementale ne soit nécessaire.

En fin de législature, le plafond d'endettement court jusqu'à la reconduction d'un nouveau plafond fixé par les autorités communales de la nouvelle législature.

Le plafond peut être modifié, à la hausse comme à la baisse, en cours de législature, mais il doit alors faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Conseil d'Etat ceci conformément aux dispositions de l'art. 22a du règlement sur la comptabilité des communes.

Il est évident, une fois le plafond d'endettement et le plafond de risque pour cautionnements accordés par le Conseil communal et confirmé par le Conseil d'Etat, la Municipalité peut emprunter uniquement sur la base de préavis d'investissement dûment approuvés par le Conseil communal.

3. - Fixation du plafond d'endettement pour emprunts

3.1 - Principe

Le plafond des emprunts est déterminé en fonction des investissements actuels et des besoins futurs d'investissements pour la législature 2016-2021 (voir Plan d'investissements dans le Préavis – Budget 2017).

3.2 – Endettement

L'analyse a été effectuée en tenant compte des investissements futurs ainsi que de la capacité de notre commune à dégager de l'autofinancement, ceci tenant compte des éléments connus à ce jour (population, taux d'impôt, situation économique, etc.)

Les annexes résument le résultat de cette analyse qui fait, entre autre, ressortir un endettement maximum pour la législature de **Fr. 24'330'462.--**

Le ratio de la quotité de la dette brute pour notre commune passe de 126.6% en 2016 à 169.7% en 2021, soit une qualification de suffisante selon les critères de l'Etat de Vaud.

La limite fixée par le canton étant de 250 %, ce qui place notre commune dans une situation plutôt rassurante quant à l'endettement.

Au vu de ces éléments la Municipalité a fixé le plafond d'endettement à
Fr. 24'000'000.--

4 - Fixation du plafond de risques pour cautionnements et autres engagements

A ce jour, les cautionnements accordés et solidaires s'élèvent à Fr. 14'572'264.-- :
les accordés concernent l'AISGE Fr. 13'872'264.-- et Genolier CAD SA Fr. 700'000.-- .

L'autorité cantonale recommande deux méthodes afin de fixer ce plafond:

A .- 40% du capital et des réserves fin 2015, soit pour notre commune : Fr. 5'181'042.-

B .- 50 % du plafond d'endettement, soit pour notre commune : Fr. 12'000'000.--

La Municipalité a choisi d'appliquer la méthode B depuis plusieurs législatures, ceci afin de se donner une marge de manœuvre plus importante, en tenant compte des éventuels besoins futurs, notamment dans le cadre des investissements régionaux. Nous vous rappelons que chaque cautionnement doit faire l'objet d'un Préavis auprès du Conseil communal. Etant donné les investissements en nouveaux bâtiments prévus par l'AISGE à Arzier-Le Muids et à St.Cergue, le plafond recommandé sera dépassé.

5 – Conclusion

En fonction de ce qui précède, la Municipalité propose au Conseil communal de Genolier de prendre les décisions suivantes :

Le Conseil communal de Genolier

Vu	le préavis N° 09/2016 relatif à la détermination du plafond d'endettement et de cautionnement pour la législature 2016-2021
Ouï	le rapport de la commission des finances
Considérant	que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

D é c i d e :

de fixer les valeurs suivantes pour la législature 2016-2021 :

1) plafond d'endettement : Fr. 24'000'000.--

2) plafond de risque pour cautionnements et autres engagements Fr. 14'600'000.--

Ainsi délibéré par la Municipalité dans sa séance du 8 novembre 2016 pour être soumis à l'approbation du Conseil communal.

Au nom de la Municipalité :
La Syndique : la secrétaire :
F. Rattaz C. Deléderray

Annexes : Bilans, Comptes de fonctionnement 2011-2016.
Investissements, Autofinancement et endettements 2016-2021
Ratios et explications
Plan des investissements 2016-2021

BILAN

		2015		2014		2013		2012		2011	
	Actifs	**24'721'914**	**100.0%**	**22'076'297**	**100.0%**	**19'213'214**	**100.0%**	**19'985'968**	**100.0%**	**17'955'262**	**100.0%**
	Mobilisé	**11'185'390**	**45.2%**	**8'746'917**	**39.6%**	**5'965'690**	**31.0%**	**9'352'308**	**46.8%**	**9'801'329**	**54.6%**
910	Disponibilités	7'683'077	31.1%	4'478'413	20.3%	1'818'558	9.5%	5'177'950	25.9%	6'118'248	34.1%
911	Débiteurs et comptes courants	3'502'313	14.2%	4'268'504	19.3%	4'147'133	21.6%	4'174'358	20.9%	3'683'081	20.5%
	Immobilisé	**13'536'524**	**54.8%**	**13'329'380**	**60.4%**	**13'247'524**	**69.0%**	**10'633'660**	**53.2%**	**8'153'933**	**45.4%**
912	Placements du patrimoine financier	10'470'828	42.4%	10'434'275	47.3%	10'560'393	55.0%	8'566'073	42.9%	5'748'043	32.0%
913	Actifs transitoires	817'324	3.3%	644'336	2.9%	737'673	3.8%	190'606	1.0%	108'729	0.6%
914	Investissements du patrimoine administratif	1'698'372	6.9%	1'650'769	7.5%	1'349'457	7.0%	1'276'980	6.4%	2'147'160	12.0%
915	Prêts et capitaux de dotations	550'001	2.2%	600'001	2.7%	600'001	3.1%	600'001	3.0%	150'001	0.8%
	Passifs	**24'721'914**	**100.0%**	**22'076'297**	**100.0%**	**19'213'214**	**100.0%**	**19'985'968**	**100.0%**	**17'955'262**	**100.0%**
	Fonds étrangers	**11'769'308**	**47.6%**	**11'394'397**	**51.6%**	**9'740'016**	**50.7%**	**8'645'082**	**43.3%**	**8'538'255**	**47.6%**
920	Engagements courants	483'558	2.0%	1'118'447	5.1%	474'016	2.5%	401'848	2.0%	667'103	3.7%
921	Dettes à court terme	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%	-	0.0%
922	Emprunts à moyen et long terme	11'285'750	45.7%	10'273'950	46.5%	9'062'150	47.2%	7'740'350	38.7%	7'848'550	43.7%
925	Passifs transitoires	-	0.0%	2'000	0.0%	203'850	1.1%	502'884	2.5%	22'602	0.1%
	Fonds propres	**12'952'606**	**52.4%**	**10'681'900**	**48.4%**	**9'473'198**	**49.3%**	**11'340'886**	**56.7%**	**9'417'007**	**52.4%**
928	Financements spéciaux et fonds de réserve	12'057'410	48.8%	9'838'694	44.6%	8'637'163	45.0%	10'463'887	52.4%	8'541'485	47.6%
929	Capital	895'196	3.6%	843'206	3.8%	836'035	4.4%	876'999	4.4%	875'522	4.9%

COMPTES DE FONCTIONNEMENT

	2015	2014	2013	2012	2011
Charges	**14'312'743**	**13'886'028**	**14'551'270**	**15'292'228**	**15'560'556**
1 Administration générale	1'108'097	1'004'175	2'212'080	1'835'449	2'027'758
2 Finances	4'182'587	3'795'387	2'969'143	4'080'778	3'073'617
3 Domaines et bâtiments	1'798'945	806'764	810'036	2'247'424	4'377'589
4 Travaux	1'318'743	1'177'260	1'230'980	1'195'297	1'407'460
5 Instruction publique et cultes	1'150'792	1'064'745	1'040'781	1'048'215	1'144'774
6 Police	719'557		823'676	487'913	191'898
7 Sécurité sociale	3'707'509	5'531'701	5'002'057	4'054'124	3'092'666
8 Services industriels	326'512	505'995	462'518	343'029	244'793
Revenus	**14'364'733**	**14'662'814**	**14'510'306**	**15'293'705**	**15'561'723**
1 Administration générale	82'589	74'946	1'197'843	967'300	974'767
2 Finances	10'024'152	11'418'179	10'628'933	12'116'869	9'343'549
3 Domaines et bâtiments	2'233'178	1'437'489	1'300'987	1'248'317	4'340'197
4 Travaux	604'397	716'180	578'344	541'144	531'526
5 Instruction publique et cultes	-	-			
6 Police	260'777	273'883	333'637	74'700	111'041
7 Sécurité sociale	833'129	236'142	8'046	2'346	15'850
8 Services industriels	326'512	505'995	462'518	343'029	244'793
Résultat	**51'991**	**776'787**	**-40'964**	**1'477**	**1'167**

CHARGES ET REVENUS PAR NATURES

	2015	2014	2013	2012	2011
Charges	**14'304'948**	**14'346'356**	**14'551'270**	**15'292'228**	**15'560'556**
30 Autorités et personnel	1'103'858	1'096'291	1'205'897	916'553	964'688
31 Biens, services, marchandises	2'166'137	1'826'744	1'866'711	1'717'255	1'811'427
32 Intérêts passifs	217'082	259'890	263'792	275'103	292'727
33 Amortissements	126'579	25'228	134'702	1'964'792	4'010'711
35 Remboursements, participations et subventions à des collectivités publiques	7'390'699	9'604'632	8'993'847	7'932'951	6'988'313
36 Aides et subventions	430'739		412'974	332'086	265'122
38 Attributions aux fonds et aux financements spéciaux	2'869'854	1'533'571	553'062	1'262'127	291'023
39 Imputations internes	-	-	1'120'285	891'361	936'545
Revenus	**14'356'939**	**14'662'814**	**14'510'306**	**15'293'705**	**15'561'723**
40 Impôts	8'789'193	10'236'822	8'502'214	10'967'642	8'001'906
41 Patentes, concessions	231	263	363	63	94
42 Revenus du patrimoine	1'637'910	1'524'629	1'439'195	1'292'956	1'334'318
43 Taxes, émoluments, produits des ventes	1'125'564	1'365'501	1'227'327	1'049'595	888'696
44 Parts à des recettes cantonales	806'460	998'864	524'454	962'331	644'981
45 Participations et remboursements de collectivités publiques	1'131'737	482'379	275'691	14'636	391'928
46 Autres participations et subventions	690'906	54'357	5'048	14'147	20'382
48 Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux	174'937	-	1'415'730	100'975	3'345'373
49 Imputations internes	-	-	1'120'285	891'361	934'045
Résultat	**51'991**	**316'458**	**-40'964**	**1'477**	**1'167**

INVESTISSEMENTS

	Solde au 01.01.16	2016	2017	2018	2019	2020	2021	PM
Objets financés par l'impôt	3'951	3'710	491	1'280	1'000	1'995	6'620	2'379
Objets financés par des taxes	950	100	250	700	1'000	1'050	100	100
Objets autofinancés	2'000	2'000	300	500	1'300	-	-	-
Total général	6'901	5'810	1'041	2'480	3'300	3'045	6'720	2'479

AUTOFINANCEMENT

	2016	2015	2014	2013	2012	2011
Selon les comptes						
Résultat		**51'991**	**776'787**	**-40'964**	**1'477**	**1'167**
33 Amortissements		126'579	25'228	134'702	1'964'792	4'010'711
38 Attributions aux fonds et aux financements spéciaux		2'869'854	1'533'571	553'062	1'262'127	291'023
48 Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux		-174'937	-	-1'415'730	-100'975	-3'345'373
Autofinancement		**2'873'487**	**2'335'585**	**-768'930**	**3'127'421**	**957'528**
Autofinancement moyen 2012-2016		**1'705'018**				
Selon le budget						
Résultat	**-792'955**	**-1'127'720**	**-1'213'285**	**-13'125**	**-963'970**	**-1'577'595**
33 Amortissements avec Défalcations (210.330) Fr. 50'000.-	61'900	111'900	111'900	96'185	264'945	342'775
38 Attributions aux fonds et aux financements spéciaux	138'233	676'490	189'178	199'650	176'170	130'090
48 Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux	-56'112	-41'286	-54'125	-68'610	-102'375	-48'470
Autofinancement	**-648'934**	**-380'616**	**-966'332**	**214'100**	**-625'230**	**-1'153'200**
Autofinancement moyen 2011-2016		**-582'256**				
Ecart budget / comptes		**3'254'103**	**3'301'917**	**-983'030**	**3'752'651**	**2'110'728**
Ecart moyen 2012-2016		**2'287'274**				
Autofinancement prévisible pour 2016	**1'638'340**					

ENDETTEMENT

		2016		2017		2018		2019		2020		2021	
Endettement au début de l'exercice		11'769'308	+	15'940'968	+	15'310'861	+	16'086'332	+	17'647'713	+	18'919'321	+
Investissement		5'810'000	+	1'041'000	+	2'480'000	+	3'300'000	+	3'045'000	+	6'720'000	+
Autofinancement	2%	1'638'340	-	1'671'107	-	1'704'529	-	1'738'619	-	1'773'392	-	1'808'860	-
Endettement en fin d'exercice		15'940'968	=	15'310'861	=	16'086'332	=	17'647'713	=	18'919'321	=	23'830'462	=
Limite de crédit		500'000	+	500'000	+	500'000	+	500'000	+	500'000	+	500'000	+
Plafond d'endettement		**16'440'968**	=	**15'810'861**	=	**16'586'332**	=	**18'147'713**	=	**19'419'321**	=	**24'330'462**	=

Endettement maximum	24'330'462
Plafond d'endettement	**24'000'000**
Plafond de risque pour cautionnement	**12'000'000**

RATIOS

		2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dette brute		16'440'968	15'810'861	16'586'332	18'147'713	19'419'321	24'330'462
Revenus financiers 40-46	2%	12'989'561	13'249'352	13'514'339	13'784'626	14'060'319	14'341'525
1. Quotité de la dette brutte		126.6%	119.3%	122.7%	131.7%	138.1%	169.7%
Taux d'intérêts		1.70%	1.70%	1.60%	1.50%	1.50%	1.50%
Intérêts passifs		279'496	268'785	265'381	272'216	291'290	364'957
Revenus des biens 42	2%	1'554'335	1'585'422	1'617'130	1'649'473	1'682'462	1'716'111
Revenus nets		-1'274'839	-1'316'637	-1'351'749	-1'377'257	-1'391'172	-1'351'155
Revenus financiers		12'989'561	13'249'352	13'514'339	13'784'626	14'060'319	14'341'525
2. Quotité de la charge des intérêts		-9.8%	-9.9%	-10.0%	-10.0%	-9.9%	-9.4%
Autofinancement		1'638'340	1'671'107	1'704'529	1'738'619	1'773'392	1'808'860
Investissement		5'810'000	1'041'000	2'480'000	3'300'000	3'045'000	6'720'000
3. Couverture des investissements		28.2%	160.5%	68.7%	52.7%	58.2%	26.9%
Intérêts passifs		279'496	268'785	265'381	272'216	291'290	364'957
recettes fiscales	2%	8'789'193	8'964'977	9'144'276	9'327'162	9'513'705	9'703'979
4. Poids des intérêts		3.2%	3.0%	2.9%	2.9%	3.1%	3.8%
Intérêts passifs		279'496	268'785	265'381	272'216	291'290	364'957
Dette brutte		16'440'968	15'810'861	16'586'332	18'147'713	19'419'321	24'330'462
5. Taux moyen de la dette		1.7%	1.7%	1.6%	1.5%	1.5%	1.5%
		Excellent	Très bon	Bon	Suffisant	Insuffisant	Mauvais
Légende		6	5	4	3	2	1

RATIO

Légende

	Excellent		Très bon		Bon		Suffisant		Insuffisant		Mauvais	
	6		5		4		3		2		1	
	de	à	de	à	de	à	de	à	de	à	de	à
1 Quotité de la dette	-	50.0%	50.0%	100.0%	100.0%	150.0%	150.0%	200.0%	200.0%	300.0%	300.0%	+
2 Quotité de la charge d'intérêts	-	0.0%	0.0%	1.0%	1.0%	2.5%	2.5%	4.0%	4.0%	5.0%	5.0%	+
3 Couverture des investissement	+	100.0%	100.0%	90.0%	90.0%	80.0%	80.0%	70.0%	70.0%	50.0%	50.0%	-
4 Poids des intérêts	-	0.0%	0.0%	4.0%	4.0%	7.0%	7.0%	9.0%	9.0%	11.0%	11.0%	+
5 Taux moyen de la dette	-	2.5%	2.5%	3.5%	3.5%	4.5%	4.5%	5.5%	5.5%	6.5%	6.5%	+

Légende	6	6	5	5	4	4	3	3	2	2	1	1

Plan d'investissement 2016-2021

Investissements	Crédit	Voté	Utilisé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	PM
Objets financés par le ménage communal										
Numérisation territoire	380	380	1							379
Achat actions CAD à La Forestière	100	100	100	**100**						
Déchèterie communale	1'100	1'100	1'100	**900**	200					
Poursuite PGA (50/14)	106	106	50	**10**	46					
Achats constructions Chèvrerie(décision Tribunal)	2'700	2'700	2'700	**2'700**						
Ventes Chévrerie	-3'500				-1'175	-1'000	-1'000	-325		
Imprévus & réserves divers	1'000				200	200	200	200	200	
Toiture Gossan avec PV	250				100	150				
Plan d'investissement régional DISREN	600				120	120	120	120	120	
Transformation bâtiment "Admin. communale"	2'000								2'000	
Transformation "Montant" 1912	3'000					600	1'000	1'400		
Réseau routier communal-Assainissement bruit	1'600				800	800				
Captages des "Agozats"	100				100					
PPA Morant-Loraine	300								300	
Poursuite étude PPA Morant-Loraine	300						*150*	*150*		
Achats de surfaces à dézoner (LAT)(7000m2*50)	500						250	250		
Rte contournement Morant-Loraine	6'000								4'000	2'000
Agrandissement Gd terrain	500					250	250			
Agrandissement parking de La Cézille	200							200		
Eclairage "Sous-la-Ville"	50				50					
Eclairage "Refaz"	50					50				
Eclairage "Rte de la Colonie"	30						30			
Toilettes publiques-église	100				50	50				
Participation PN Thiéré	60					60				
Totaux	**17'526**	**4'386**	**3'951**	**3'710**	**491**	**1'280**	**1'000**	**1'995**	**6'620**	**2'379**
dont déjà votés	***4'386***	***4'386***	***3'951***	***3'710***	***246***	***0***	***0***	***0***	***0***	***379***

Investissements	Crédit	Voté	Utilisé	2016	2017	2018	2019	2020	2021	PM
Objets financés par des taxes (financements spéciaux)										
Assainiss réseau égoûts PGEE	*1'163*	*1'163*	*950*	**100**						
Bouclage ESP Morant-Loraine	200							100	100	
Sabois (SIDEMO-Cézille)	700				50	100	100	450		
Zone de rétention Gossan Sous-la-Ville	100									100
Chambre de pression & comptage avec Givrins	200					100	100			
Captages & Agrand réservoir Bas-des-Côtes	2'000				200	500	800	500		
Totaux	**4'363**	**1'163**	**950**	**100**	**250**	**700**	**1'000**	**1'050**	**100**	**100**
dont déjà votés	***1'163***	***1'163***	***950***	***100***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
Objets autofinancés (patrimoine financier)										
Nouvelle caserne SDIS-Nyon-Dôle	2'100	2'100	2'000	**2'000**	100					
Transformation Maison Seemann	2'000				200	500	1'300			
Totaux	**4'100**	**2'100**	**2'000**	**2'000**	**300**	**500**	**1'300**	**0**	**0**	**0**
dont déjà votés	***2'100***	***2'100***	***2'000***	***2'000***	***100***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
Totaux des investissements budgétisés	**25'989**	**7'649**	**6'901**	**5'810**	**1'041**	**2'480**	**3'300**	**3'045**	**6'720**	**2'479**
dont déjà votés	***7'649***	***7'649***	***6'901***	***5'810***	***346***	***0***	***0***	***0***	***0***	***379***

Art. 102 Règlement du Conseil communal de 2014 — Plan de dépenses d'investissements RCC 18,19,20

La Municipalité établit annuellement le plan des dépenses d'investissements. Ce plan est présenté au Conseil, en même temps que le budget de fonctionnement. Il n'est pas soumis au vote.